

# Analyses 2014



**À l'Est de la RD.Congo,  
briser le lien entre conflits  
et ressources naturelles**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## À l'Est de la RD.Congo, briser le lien entre conflits et ressources naturelles

Le ballet des motos pétaradantes et des placides tshukudus, ces vélos artisanaux en bois croulant sous leur charge, animent les artères de Goma. La capitale du Nord Kivu serait presque joyeuse si deux gigantesques camps de déplacés installés à ses portes ne rappelaient que la guerre n'est jamais loin. « *Que les milices prennent tous les minerais qu'ils veulent et nous laissent tranquilles*, peste Bernard commerçant de 30 ans. *Je préférerais vivre en paix avec un sous-sol pauvre. Je peux à peine payer le logement et nourrir ma famille.* »

Le Kivu, à l'Est du Congo, est un chaudron, grand comme quatre fois la Belgique, où se sont durablement installées les scories du génocide rwandais. Depuis quinze ans, des groupes armés antagonistes - survivants rwandais des milices génocidaires, milices rwandaises lancées à leurs trousses par Kigali, milices congolaises d'autodéfenses – se livrent une guerre impitoyable, sur fond de violence indicible.

Certes l'une de ces redoutables milices, le M23 composé de rwandophones vraisemblablement soutenus par Kigali, vient d'être écrasé par l'armée congolaise qui remporte ainsi sa première victoire depuis l'indépendance du Congo. Mais cette victoire ne soulage pas réellement la population. « *Les M23 partis, il reste beaucoup d'autres milices pour continuer les exactions*, résume Monseigneur Ruboneka évêque de Goma. *Entre les éruptions volcaniques, les accidents d'avion et l'insécurité des milices, nous cumulons les calamités.* »

Le Kivu est pourtant loin d'être une région maudite. Que du contraire. Son climat tempéré d'altitude en fait le grenier de l'Afrique centrale, tandis que son sous-sol, gorgé d'or, de cuivre et de coltan, représente un véritable coffre-fort. Mais loin de Kinshasa, la capitale congolaise, les richesses du Kivu se retournent contre la population. Les milices s'emparent de mines et se livrent à un juteux trafic qui renforce leurs rangs.

Le coffre-fort alimente une guerre sans fin qui dure depuis 15 ans et a fait des centaines de milliers de morts. Ces minerais dont l'Occident est dépendant entrent dans la composition des ordinateurs, GSM et autres articles électroniques. Ils ont été surnommés « minerais du sang »<sup>1</sup>. L'idée partagée par certaines ONG et parlementaires est de mettre ces minerais sous embargo pour couper les vivres aux milices et en finir avec la guerre. Les États-Unis ont déjà légiféré dans ce sens avec l'adoption par le congrès du *Dodd-Frank Act*. Entrée en vigueur en janvier 2012, cette loi interdit aux multinationales d'acheter des minerais commercialisés par les milices et les oblige à n'acheter que des minerais authentifiés comme « propres ». Elle a le mérite d'avoir déclenché une prise de conscience internationale et renforcé le sentiment de responsabilité du secteur privé. C'est une réelle avancée, mais qui montre cependant ses limites.

### Le festin des Chinois

« *Faute de certification, le Dodd-Frank Act crée un embargo de fait sur tous les minerais provenant du Kivu, y compris ceux qui sont exploités légalement* », dénonce Aimable Muneza, président d'une coopérative de creuseurs artisanaux de la mine de Rubaya, dans la zone du Masisi, au Nord-Est de Goma. *Ainssi, des milliers de creuseurs artisanaux et toute la filière d'exportation des minerais qui travaillent en toute légalité se retrouvent maintenant sans*

---

<sup>1</sup> Les principaux « minerais du sang » identifiés sont l'étain, le tungstène, le coltan et l'or.

*travail faute de client. C'est intenable pour beaucoup de familles. Certaines n'ont plus de revenus fixes depuis des mois», renchérit-il.*

Plus loin, dans les entrailles de la terre, Jonathan attaque frénétiquement la roche au moyen d'une pelle rouillée. Il est un des nombreux creuseurs ruiné par la loi Dodd-Frank. *« J'ai arrêté la culture du manioc qui ne me rapportait presque rien pour devenir mineur. Je gagnais près de 500 dollars par mois. Maintenant, mes revenus ont baissé de 80 % car je dois vendre aux comptoirs chinois qui pratiquent des prix ridicules faute de concurrence. Je reçois désormais trois dollars par kilo de cassitérite contre 8 auparavant », déclare-t-il.*

L'effondrement des filières officielles a donné un coup de fouet au commerce illégal. D'autant que la proximité de trois frontières et la topographie de la région offrent de nombreux itinéraires de contrebande, au travers du lac Kivu ou par les chemins tortueux de montagne. Sous embargo au Congo, les minerais sont écoulés au Rwanda, au Burundi ou encore en Ouganda, où ils sont « blanchis » et recyclés dans l'économie légale de ces pays. *« Il y a quelques jours, nous avons arrêté une voiture à la frontière avec le Rwanda, témoigne un haut fonctionnaire du Ministère des mines. Elle cachait près de 400 kilos de cassitérite dans son bas de caisse. Ces prises sont malheureusement exceptionnelles. Depuis le début de l'année, nous n'avons intercepté que 10 tonnes de minerais, une fraction minuscule du volume total présumé de la fraude. »* En cherchant à étrangler les milices, la législation américaine a relancé la contrebande et asphyxié au passage toute la région.

### **Assurer certification et traçabilité**

La mine de Nyabibwe, au nord de Bukavu tente de mettre en place un système de traçabilité pour satisfaire la demande américaine. Mais il manque de rigueur. Les creuseurs apportent leur minerai à un poste d'étiquetage, où ils sont mis dans un sac scellé et doté d'un numéro de série, qui les suivra jusqu'à l'exportation. *« L'étiquetage tient réellement jusqu'au négociant qui achète le sac, cinq cents mètres plus loin, souligne cependant Judith Sargentini, parlementaire européenne néerlandaise. Puis celui-ci ouvre le sac pour en extraire la roche et la piler. Le sac entame ensuite un parcours qui comprend de nombreuses ouvertures ce qui rend le processus caduc. Des minerais provenant de site illégaux ont en effet tout le loisir d'y être insérés lors des différentes étapes ».*

La certification des sites miniers, qui permet d'authentifier qu'ils ne sont pas sous l'influence de groupes armés, tarde également à se mettre en place : *« tant qu'il n'y aura pas une sécurité maximale assurée sur le terrain, les services administratifs se déplaceront peu, même dans les zones supposées être tranquilles»,* nous indique Juvénal Mubi, député national et rapporteur de la Commission de la Défense et Sécurité.

### **Initiative européenne**

Si Judith Sargentini visite, avec d'autres membres du parlement européen, les mines du Kivu, c'est que l'Union européenne envisage également de prendre une initiative pour éviter l'importation de minerais d'origine douteuse. *« Mais nous voulons éviter les erreurs de la loi américaine, poursuit la parlementaire. Il faut trouver un système qui n'affecte pas le revenu des creuseurs artisanaux. »*

Pour Frédéric Triest, du Réseau européen sur l'Afrique centrale (EurAC), l'enjeu principal est de permettre aux minerais artisanaux qui viennent des sites propres d'accéder à nouveau au marché international. *« La priorité est de faire revenir les acheteurs occidentaux. Il faut que la concurrence entre acheteurs s'installe pour que des prix justes soient pratiqués. Pour l'instant, il est plus intéressant de trafiquer que de formaliser son activité».*

Mais les minerais pourraient ne pas être la seule source de revenus des Congolais. Pour Henri Muhiya, de la Conférence Episcopale Ressources Naturelles, « *Le Kivu est beaucoup trop tourné vers l'extractif. Nous avons la chance d'avoir un territoire fertile qui permet une agriculture prospère. Et des décors naturels qui incitent à développer l'éco-tourisme. Il est temps d'y penser.* »

Si cette vision est peu répandue pour l'instant, elle semble pourtant constituer une alternative durable à un extractivisme intensif qui risquerait d'être à terme dommageable pour les populations et l'environnement. Selon Henri Muhiya « *L'avenir du pays passe par là. Nous devons choisir un modèle de développement qui ne nous soit pas dicté par l'extérieur. Á nous de profiter de nos véritables ressources naturelles !* »

Santiago Fischer  
Commission Justice et Paix Belgique francophone  
Janvier 2014

### La Commission Justice et Paix sur le terrain

Afin de maximiser l'influence du parlement européen dans le processus de prise de décision d'une initiative européenne sur les « minerais du sang », la *Commission Justice et Paix*, en collaboration avec *EurAC*, le *CCFD-Terre Solidaire* et le *Réseau belge Ressources Naturelles*, a organisé une mission dans la région des Grands Lacs fin octobre 2013.

Deux parlementaires européens, **Catherine Bearder** et **Judith Sargentini** ont ainsi pu consulter une série d'acteurs locaux à Kigali, Goma, Bukavu, Bujumbura et visiter des sites miniers à l'Est du Congo.

Informés de la complexité sur le terrain, les participants ont déjà pu s'exprimer lors d'une séance de restitution le 12 novembre 2013 au Parlement européen.

Avec l'appui de *Justice et Paix*, ils continueront à dialoguer dans les prochains mois avec la Commission européenne, en charge de la formulation de la proposition.

[www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

S.F